

# Gestion de l'eau : les hostilités sont ouvertes

**Débat** | Hier matin, une cinquantaine de manifestants a dénoncé la façon dont l'Agglo mène la concertation sur ce sujet brûlant.

**R**etour en régie publique ou maintien des contrats au secteur privé ? La question du mode de gestion de l'eau dans l'Agglo sera au centre de nombreuses discussions au cours du premier semestre. Ce choix économique et politique interviendra en juillet prochain, en pleine période de préparation des élections municipales. Il s'inscrit aussi dans un vaste débat national marqué par le retour des services de l'eau dans les collectivités telles que Paris, Lyon ou Grenoble.

À Montpellier, un collectif composé de militants d'Attac, d'Eau secours 34 ou de Greenpeace et soutenu par plusieurs partis politiques (\*) s'est constitué et vise le même objectif. Il conteste la façon dont l'Agglo entend mener la concertation sur le sujet et soupçonne ses responsables politiques d'avoir déjà choisi le maintien d'une délégation de service public, notamment à Veolia.

**« On voit qu'ils sont craintifs »**

**Jean-Claude Favier, Eau secours**

Hier matin, devant le domaine de la Providence, où se tenait l'une des étapes de cette consultation, ils ont donc ouvert les hostilités devant un cordon de vigiles leur interdisant l'entrée. « Cette consultation, c'est du bidon. Ils ont sélectionné un panel de 18 personnes pour représenter 420 000 habitants concernés... Il faut vraiment donner la parole aux usagers », déplore un élu de Clapiers. « Dans cette démarche, jamais il n'est question de retour en régie publique. Elle se mène en secret, on voit qu'ils sont craintifs », ajoute Jean-Claude Favier, l'un des membres d'Eau secours 34. L'association a toutefois été invitée à rencontrer les panélistes. « Pour la première fois, ils vont avoir l'occasion d'échanger avec des gens qui ne sont pas favora-



■ Devant le domaine de la Providence, les militants ont dénoncé une concertation "bidon". G.T.

bles à la délégation de service public. On doit intervenir dix minutes et dix minutes de questions mais, sur seize heures de débat, c'est très peu. »

Le collectif plaide pour l'organisation d'un référendum et propose la création d'une « régie avec personnalité morale et autonomie financière », avec la présence d'usagers au sein du conseil d'administration. Selon une participante au rassemblement d'hier matin, ce choix engendre une diminution de « 25 % à 50 % » sur les factures des particuliers. « Une telle option n'entraîne pas de hausse d'impôts. C'est le personnel de Veolia qui rejoint la régie ainsi que les installations », insiste Jean-Claude Favier, qui espère instaurer « un rapport de force » avec les responsables de la collectivité. Selon les militants, trois communes, Grabels, Jacou et bientôt Clapiers, sont favorables à un retour en régie. « Et Jean-Pierre Moure, qu'en pense-t-il ? On ne l'entend pas sur ce sujet », raille Francis Viguié. Selon l'élu montpellié-

rain, la question aurait dû être débattue pendant la campagne des municipales, pas avant, devant un simple panel.

**GUY TRUBUIL**

gtrubuil@midilibre.com

► (\*) Europe écologie - Les Verts, Fse, Gauche anticapitaliste, NPA et Parti de gauche.

## Un forum en mai

La méthode choisie par l'Agglo est d'aboutir, dans un premier temps, à un avis de la "conférence de consensus" à laquelle appartiennent les panélistes. Cet avis sera présenté lors d'un Forum de l'eau, programmé en mai. Des modélisations seront également dévoilées au public à ce moment. Le choix du conseil d'agglo est programmé en juillet, sur la base de toute la réflexion qui aura été menée jusque-là.